

L'armée du Burundi s'oppose au troisième mandat présidentiel

Le nombre des victimes de la répression de la police burundaise continue à augmenter, alors que les manifestations reprennent à Bujumbura. L'armée s'érige en défenseur des accords d'Arusha.

VINCENT GEORIS

La contestation a repris au Burundi, hier, après deux jours de trêve. La société civile et les partis d'opposition ont manifesté contre la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat présidentiel.

Plusieurs rues de Bujumbura ont été bloquées par des barrages de pierres, tandis que la foule a convergé pour la première fois vers le centre-ville.

La police a tiré à balle réelle sur les protestataires, blessant plusieurs d'entre eux. Deux manifestants ont été tués, ce qui porte le bilan à au moins sept morts et une soixantaine de blessés depuis le début des protestations.

Selon le défenseur des droits de l'homme Pierre Clavier Mbonimpa, un total de six cents personnes ont été arrêtées en dix jours.

La police vient en renfort du pré-

sident Nkurunziza. Alors que la Sécurité publique annonçait un durcissement de la répression, l'armée, par contre prône la retenue.

Les militaires soutiennent la limitation à deux mandats présidentiels, conformément aux accords de paix d'Arusha et à la constitution burundaise. «*Aucun politicien n'est autorisé à violer les accords d'Arusha*», a indiqué le ministre de la défense du Burundi, le Général Major Pontien Gociyubwenge.

Selon plusieurs sources, la hiérarchie militaire aurait fait pression sur le ministre afin qu'il prenne ses distances par rapport à la police. L'armée est cependant l'objet de tension sur la question, certains militaires étant partisans de la neutralité.

La Cour constitutionnelle devrait se prononcer sur la question des mandats dans les jours qui viennent.

«Aucun politicien n'est autorisé à violer les accords d'Arusha.»

PONTIEN GOCIYUBWENGE

MINISTRE BURUNDAIS
DE LA DÉFENSE